

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

Secteur tertiaire

ÉPREUVE D'ÉCONOMIE-DROIT

NOTE D'ACCOMPAGNEMENT DES SUJETS ZÉRO EN ÉCONOMIE-DROIT

1 – PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE

Sous-épreuve écrite

Durée : 2 h 00

Coefficient : 1

La sous-épreuve d'économie-droit vise à évaluer le niveau acquis par le candidat, de compréhension et d'analyse de l'organisation économique et juridique de la société contemporaine, à travers l'analyse d'un dossier documentaire et la rédaction d'une réponse argumentée à une problématique posée. Elle permet de vérifier les compétences du candidat à :

- exploiter et analyser des documents de nature économique et juridique ;
- sélectionner des informations pour construire une réponse argumentée ;
- rédiger une réponse structurée à une problématique donnée en mobilisant les savoirs associés et le vocabulaire spécifique adéquat.

Critères d'évaluation

L'évaluation porte notamment sur :

- la pertinence de l'exploitation des documents de nature économique et juridique ;
- la maîtrise du cadre économique, juridique, réglementaire de la relation de travail dans une entreprise ;
- la qualité de l'analyse et des arguments mis en avant ;
- L'utilisation des vocabulaires appropriés face à une question posée.

Modalités d'évaluation

La sous-épreuve d'économie-droit est une évaluation écrite de deux heures. Elle comprend deux parties indépendantes. Le candidat :

- exploite un dossier documentaire guidé par un questionnement ;
- rédige une réponse construite et argumentée à une question d'économie-droit.

Le candidat pourra illustrer ses réponses en se référant à la spécialité du baccalauréat professionnel présentée.

L'examinateur attribuera au candidat une note sur 20 points.

Cette épreuve a été conçue pour placer le candidat en situation d'étude autour d'un questionnement lié à une thématique économique et juridique. Pour cela, il est demandé au candidat d'exploiter un dossier documentaire à partir de consignes précises, puis de rédiger une réponse argumentée à une problématique posée.

Pour préparer cette épreuve, il est donc indispensable de poursuivre la réalisation des objets d'études sur l'ensemble du parcours de formation en économie-droit du lycée.

Extrait du programme d'économie – droit commun aux classes préparant aux baccalauréats professionnels tertiaires

L'enseignement d'économie-droit contribue à la formation d'un élève capable d'exercer son esprit critique à l'oral et à l'écrit. L'objectif du professeur est d'accompagner l'élève dans la formulation de réponses argumentées à l'ensemble des questions soulevées par le programme. Pour ce faire, il oriente l'activité de l'élève afin que ce dernier acquière les capacités et les notions afférentes, dans toute la rigueur scientifique exigée par les deux champs disciplinaires. Dans ce cadre, il s'agit de contextualiser l'enseignement d'économie-droit à partir de différents objets d'études en lien avec l'actualité ou un secteur professionnel. La compréhension et l'exploitation d'articles de presse, de documents statistiques ou d'infographie sont réalisées en vue de construire une argumentation orale ou écrite. Pour cela, il importe d'amener l'élève à identifier et sélectionner en autonomie les informations essentielles et pertinentes afin de pouvoir ensuite les analyser. Ainsi l'élève pourra progressivement, au cours du cycle, se confronter à la rédaction de raisonnements longs répondant à des problématiques données. La structuration des séances autour de modalités pédagogiques variées permet de placer l'élève – seul, en binôme ou en groupe – au cœur de ses apprentissages et de favoriser son autonomie.

2 – CAHIER DES CHARGES ILLUSTRÉ PAR UN SUJET

*Cette partie est illustrée par les extraits d'un sujet zéro (en couleur) : **L'impact du numérique sur l'activité de l'entreprise.***

Le sujet s'appuie sur une thématique économique et juridique à traiter. À partir d'un **contexte professionnel** explicité dans la page introductive, le sujet doit :

- proposer à la fois une dimension économique et une dimension juridique ;
- être construit autour d'une thématique clairement explicitée en introduction du sujet ;
- s'ancrer sur les notions économiques et juridiques présentes dans le programme
- permettre à l'élève :
 - de réinvestir à la fois des connaissances et des compétences méthodologiques mobilisées lors des objets d'études.
 - d'exposer une réponse structurée à une problématique liée à la thématique du sujet proposé.

Pour cela, le sujet propose au candidat différents travaux indépendants à réaliser en lien avec la thématique du sujet afin :

- d'exploiter et de s'appropriier les différentes ressources du dossier documentaire,
- de rédiger une réponse structurée et argumentée à une problématique posée dans le cadre de la situation professionnelle.

2.1 – Un contexte économique et juridique en page introductive

La page introductive a pour première fonction d'être un sas d'entrée dans le sujet. Toutefois elle doit surtout permettre aux candidats de saisir des pistes de réflexion sur la thématique en vue de réaliser les différents travaux.

Pour cela, la page est structurée grâce à :

- **Une thématique** clairement explicitée dans le titre du sujet.

L'impact du numérique sur l'activité de l'entreprise

- **Une présentation générale du contexte économique et juridique** de la thématique en lien avec l'actualité.

Dans un contexte économique où la concurrence est permanente et de plus en plus vive, il est important que les entreprises soient réactives en investissant dans le numérique tant au niveau de leurs outils de production que dans l'utilisation des données et informations captées sur le marché. Cette démarche doit faire l'objet d'une réflexion approfondie des dirigeants car elle implique non seulement une modification de l'organisation productive mais plus largement une évolution de l'ensemble des activités de l'entreprise, d'autant que le cadre juridique français et européen en définit les règles d'utilisation, notamment autour de la digitalisation des données.

- **Une présentation de l'organisation** dans laquelle le candidat doit se situer : carte d'identité, information quant aux acteurs ou à l'environnement économique et juridique de l'organisation...

L'ENTREPRISE MOREL

Activité : production et distribution de meubles

Raison sociale : S.A.S. MOREL

Date de création : 1990

Effectif : 450 Salariés

Chiffre d'affaires : 48 millions d'euros (2020)

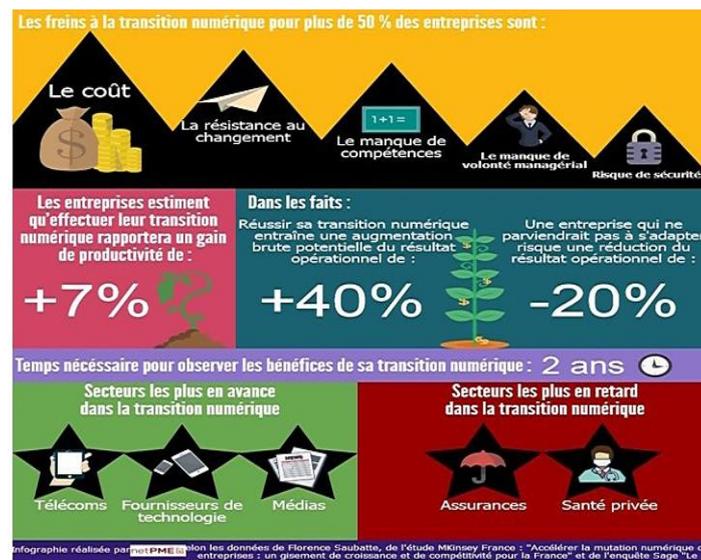
C'est le cas pour l'entreprise MOREL, qui projette d'investir pour moderniser son outil de production afin d'améliorer sa compétitivité en gagnant des parts de marché. En effet, cette entreprise familiale qui conçoit et réalise des meubles milieu-haut de gamme « made in France » est présente sur un marché du meuble, qui a connu en 2019 une progression de 4,1 % en valeur et a franchi la barre des 13 milliards d'euros de mobilier domestique vendu. Un marché qui reste dominé par la grande distribution spécialisée (IKEA, Conforama, But...) toujours très réactive mais dont les parts de marchés se contractent au profit d'entreprises de milieu-haut de gamme comme l'entreprise MOREL

- **Une proposition de posture** dans laquelle le candidat doit se projeter pour la réalisation des travaux.

Vous avez postulé pour obtenir un emploi lié à votre spécialité de baccalauréat au sein de l'entreprise MOREL.

Intéressé par votre profil, le directeur va vous recevoir dans le cadre d'un entretien d'embauche. Lors d'un entretien téléphonique préalable à votre prochaine rencontre, il a évoqué sa volonté faire évoluer son entreprise vers plus d'utilisation du numérique notamment dans l'organisation productive. Vous vous préparez pour pouvoir échanger sur ce projet, en réalisant une étude afin de comprendre les effets du numérique sur l'activité de l'entreprise.

- **Diverses informations complémentaires** en lien avec le contexte et/ou la thématique permettant d'induire certaines pistes de réflexion.



- **Une problématique posée** impliquant une dimension économique et juridique.
« *Quels sont les effets du numérique sur l'activité de l'entreprise ?* »

2.2 – Des travaux indépendants en lien avec le sujet

2.2.1 - L'exploitation du dossier documentaire

La première partie du travail à réaliser repose sur une partie méthodologique d'exploitation d'un dossier documentaire. L'objectif général est la vérification des connaissances et la maîtrise des méthodologies liées à la lecture, l'analyse et la compréhension des informations de différents types de documents. Il s'agira d'évaluer en économie et droit :

- la maîtrise de concepts fondamentaux (utilisation du vocabulaire économique et juridique à bon escient) ;
- la compréhension et l'explicitation de certains mécanismes (l'élève donne du sens aux faits qu'il doit observer ou commenter) ;
- la capacité à exploiter différents types de documents (textes, documents statistiques, infographie, photographie...).

Par ailleurs, il est attendu du candidat qu'il formule par écrit :

- des réponses structurées et justifiées ;
- des réponses étayées par des exemples du dossier et/ou de son observation de son environnement professionnel.

Et qu'il fasse preuve de :

- sa capacité à reformuler une plusieurs ou idées du dossier (sans paraphraser) ;
- sa maîtrise de l'orthographe.

Le dossier support se compose de plusieurs documents, variés (textes, documents statistiques, infographies, photographies...), présentant des dimensions économiques et juridiques de la thématique retenue. Le temps de lecture par le candidat ne doit pas excéder 20 minutes.

Les travaux proposés reposent et font référence impérativement au dossier documentaire. Il ne peut s'agir en aucun cas d'un questionnement sous la forme d'une simple question théorique.

Ils sont construits dans une démarche de recherche logique et progressive dans l'exploitation des documents. À titre d'exemple (non exhaustif), les tâches à effectuer peuvent être organisées ainsi :

- 1 Analyse des documents (résumé d'un document, recherche des idées essentielles, compréhension de concepts...).
- 2 Questionnements économiques et juridiques en lien avec la thématique et les informations du dossier, faisant appel à des explications, des définitions et des justifications théoriques.

Le candidat peut être invité à compléter un tableau ou une autre forme de document dans une annexe à remettre avec sa copie.

Afin de préparer au mieux l'étude qui vous permettra de renseigner votre usager, étudiez les documents 1 à 3 et répondez aux questions suivantes :

1. *Sur votre copie, résumez en 8 à 10 lignes les idées principales du document 1.*
2. *À l'aide de vos connaissances, repérez les idées principales des documents 2 et 3 en complétant le tableau de l'annexe 1.*
3. *À l'aide des documents et de vos connaissances, répondez sur votre copie aux questions suivantes :*
 - 3.1 *Quelles seront les conséquences de l'introduction des logiciels 3D sur la création de valeur pour l'entreprise ?*
 - 3.2 *De quelle façon l'utilisation des données personnelles recueillies est-elle réglementée ?*

2.3 – Une réponse structurée et argumentée à une problématique

Le candidat est invité à répondre à une question posée qui est en lien avec la thématique générale du sujet, du dossier documentaire. Cette problématique porte généralement sur les aspects économiques et juridiques du sujet. L'écrit à réaliser doit permettre de traiter la problématique de manière structurée et argumentée.

Pour cela, il est proposé :

- **Un rappel de la problématique à traiter** sous forme d'une question.

« Quels sont les effets du numérique sur l'activité de l'entreprise ? »

- **Une invitation du candidat à s'aider de ses connaissances, des documents du dossier, de son observation du monde socio-économique, et de son expérience de citoyen.**

À l'aide de vos connaissances et du dossier joint, vous rédigerez une réponse structurée et argumentée (en suivant le plan fourni) à la question posée par le directeur de l'entreprise MOREL

- **Une guidance de l'élève pour rédiger son écrit.** Le candidat doit structurer ses écrits avec un plan apparent : introduction, parties à développer, conclusion.

➤ **Dans l'introduction**, il est demandé de :

- présenter la problématique en la resituant à l'aide d'une ou deux phrases dans son contexte économique et juridique.
- repérer les concepts essentiels de la problématique pour les expliciter au regard de ses connaissances et en utilisant le vocabulaire économique et juridique à bon escient
- annoncer le plan proposé dans le libellé du sujet.

Dans une introduction, présentez la problématique, explicitez ses concepts essentiels et annoncez le plan.

➤ **Pour les parties à développer**

Le sujet propose de manière explicite les parties et sous-parties à traiter. L'élève doit retenir cette structure en rédigeant des liens entre chaque partie et sous-partie.

Pour chaque sous-partie, le candidat doit organiser ses idées de manière logique et structurée afin qu'une réflexion approfondie et judicieuse soit repérable. Par ailleurs, les idées émises doivent être justifiées par l'explicitation de certains mécanismes, la présentation d'exemples significatifs du dossier et/ou de l'observation du monde socio-économique. Il est également nécessaire que le candidat utilise un vocabulaire économique et juridique adapté.

1. *Une nouvelle organisation pour l'activité de l'entreprise :*

- a. *impacts sur la production ;*
- b. *impacts sur les ressources humaines.*

2. *Une utilisation renforcée des informations pour l'entreprise :*

- a. *une utilisation des données à des fins commerciales ;*
- b. *une utilisation protégée juridiquement.*

En conclusion, le candidat doit présenter un avis ou une réponse à la question posée par la problématique. Après avoir formulé sa position, il doit la justifier par plusieurs éléments issus des éléments de réponse formulés lors des différents travaux et/ou son observation du monde socio-économique. Une ouverture du sujet reste également très pertinente.

Dans une conclusion, vous présenterez de façon synthétique et justifiée les éléments clés qui pourront faire l'objet d'un échange avec le directeur.